

ché. Dans l'état actuel des choses, il nous est impossible de soutenir la concurrence avec les produits américains fabriqués à partir de nos ressources naturelles. Ce ne serait pas de bonne politique d'admettre que cette situation persiste. Elle soulève chez nous des problèmes parmi lesquels il faut noter l'absence d'une industrie secondaire et le chômage qui en résulte au Canada. Je soutiens, à nouveau, que nous avons un intérêt politique acquis à Calgary et dans l'Alberta. En réalité, les habitants de cette région travaillent contre leur propre intérêt. En encourageant l'exportation du gaz naturel et du pétrole vers les États-Unis, ils minent la situation de l'emploi dans l'Alberta.

Je remarque que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) est de retour à son pupitre. J'en suis heureux parce que je désire parler d'un sujet qui pourrait l'intéresser. Avant que ne survienne la crise en rapport avec le dollar américain, avec la surtaxe et ainsi de suite, j'avais proposé qu'au lieu de garder 3.1 milliards de dollars en devises américaines nous devrions consacrer une partie de notre argent à l'achat de yens japonais et de marks allemands. Je vous fais remarquer que, si nous avions investi un milliard de dollars en yen japonais, nous aurions réalisé un bénéfice de 5 cents par dollar. Nous avons au contraire perdu ce montant en gardant nos devises américaines.

Le ministre peut bien prétendre que nous avons une certaine responsabilité internationale, que nous essayons de protéger les Américains et de les aider à établir solidement leurs devises. C'est peut-être juste. Toutefois, si le ministre veut tenir de tels propos, je lui répondrai que les Américains auraient dû exempter le Canada de la surtaxe dont ils ont frappé les importations en provenance des autres pays. Si vous voulez jouer au plus malin sur le plan commercial, vous feriez bien de mettre vos lunettes. Si le ministre veut jouer au plus fin avec les Américains, je lui recommanderais d'affûter ses patins parce que nous sommes sortis perdants de la dernière manche.

M. Alkenbrack: Vous feriez mieux de vous joindre à l'union.

M. Thomson: Si le gouvernement veut jouer notre argent, et c'est ce qu'il fait lorsqu'il garde d'aussi forts montants de devises américaines, il aurait dû obtenir un meilleur traitement du gouvernement américain au moment d'une crise comme celle-ci. Je suis le dernier à prétendre que nous voulons faire crouler l'économie américaine. Nous nous rendons compte qu'elle est importante pour nous, que nous avons des responsabilités internationales, et ainsi de suite. Mais il me semble que le gouvernement canadien et le ministre de l'Industrie et du Commerce, tout comme le ministre des Finances (M. Benson), ont la responsabilité de voir aux intérêts du peuple canadien. Il est grand temps qu'ils s'occupent de plus près de notre situation financière.

Je ne veux pas prolonger la discussion. Il n'y a qu'une ou deux idées que j'aimerais que la Chambre retienne. Je crois que le ministre de l'Industrie et du Commerce devrait...

Une voix: Démissionner.

M. Thomson: Eh bien, ce n'est pas tout à fait ce que je proposerais.

Une voix: Il n'y a personne de plus compétent là-bas.

M. Thomson: Je ne proposerais pas qu'il démissionne, car je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un de supérieur là-bas.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Certains sont pires.

Des voix: Bravo!

M. Thomson: Quoi qu'il en soit, nous sommes dans une situation gênante. Puis-je proposer autre chose au ministre et au gouvernement? Trop souvent, au Canada, et par là je veux dire le gouvernement du Canada, nous laissons les choses attendre jusqu'à ce qu'une crise se produise. Par exemple, nous avons institué le printemps dernier le programme Perspectives-Jeunesse parce que, encore en mars, nous savions qu'un grand nombre de nos jeunes seraient sans emploi. Le gouvernement a dit: «Présentons un programme d'urgence qui résolve le problème: il en découlera des choses que nous souhaitons.» De même, la crise se préparait sur la scène internationale et le gouvernement ne semblait pas s'en apercevoir. Alors, tout d'un coup, elle s'est produite, et maintenant nous instituons un programme d'urgence de 80 millions de dollars, pour résoudre un problème particulier.

Les projets s'élaborent à trop court terme. Additionnellement à tout autre apport, le gouvernement et ceux qui siègent de ce côté-là de la Chambre pourraient user d'un peu de clairvoyance au sujet des événements que l'après-demain nous réserve. On ne devrait pas simplement s'inquiéter d'aujourd'hui et de demain. Il est plus que temps que quelqu'un s'arrête pour remarquer ce qui se passe dans le monde qui nous entoure, en particulier puisque nous évoluons sur la scène internationale et que de graves problèmes sont liés au commerce international. Après tout, une grande partie de notre industrie s'appuie sur cette base.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote!

M. l'Orateur: Que tous ceux qui sont pour la motion principale veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. l'Orateur: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés.

(La motion de M. Saltsman, mise aux voix, est rejetée par 101 voix contre 22.)

• (3.40 p.m.)

ONT VOTÉ POUR:

MM.

Benjamin
Blackburn
Broadbent
Burton
Caouette
Gauthier

MM.

Gilbert
Gleave
Harding
Howard (Skeena)
Knowles (Winnipeg-
Nord-Centre)